

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE—L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): J'ai une question supplémentaire pour le ministre, monsieur le Président. C'est le ministre lui-même qui a suggéré que le problème central est le pouvoir unilatéral des États-Unis et le pouvoir du Canada de prendre une décision contre les importations d'autres pays dans un accord de libre-échange. S'il a dit cela, pourquoi n'est-il pas d'accord pour changer ce pouvoir tout de suite?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous voulons changer cette situation, au moins essayer de la changer. C'est pour cette raison que nous avons commencé les négociations avec les États-Unis. Nous ne pouvons pas avoir les résultats des négociations avant de les avoir commencées.

[Traduction]

LES SUBVENTIONS AMÉRICAINES DANS LE SECTEUR DES
CÉRÉALES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question ou bien au même ministre, ou bien au ministre des Finances ou bien au ministre de l'Agriculture sur un sujet précis. Le gouvernement reste immobile pendant qu'un secteur de l'économie canadienne après l'autre est touché très sérieusement ou même détruit par les mesures américaines. Étant donné que les Américains ont refusé hier de mettre fin à leurs subventions massives des céréales qui détruisent nos marchés céréaliers, le gouvernement du Canada viendra-t-il au moins en aide aux céréaliculteurs canadiens et leur versera-t-il l'indemnité pour le manque à gagner que les agriculteurs réclament à cause des subventions américaines?

M. le Président: Le député sait certainement que cela ne découle pas vraiment des questions qu'il vient de poser au sujet des négociations sur le libre-échange. Cela pose donc un problème à la présidence. Si le député veut bien attendre un peu, un autre pourra poser la même question à sa place plus tard.

[Français]

LA PRÉSUMÉE GUERRE DES TARIFS DOUANIERS—LA POSITION
DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et concerne le libre-échange. On peut dire que la faillite du gouvernement conservateur, dans ses relations commerciales avec les États-Unis, a mis en danger plusieurs entreprises. On voit maintenant des droits de douane sur les produits de la pêche, de l'agriculture, du bois et présentement de l'acier.

Le ministre des Finances pourrait-il dire à cette Chambre quelles mesures son gouvernement entend prendre pour faire cesser cette guerre des tarifs douaniers qui a été amorcée par les États-Unis et continuée par le gouvernement conservateur, hier?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a pas une guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis. Il y a une guerre commerciale aux États-Unis, entre les Américains qui sont pour le protectionnisme et les Américains qui sont contre. C'est cela la réalité, et le défi pour le Canada, c'est d'avoir des moyens plus efficaces que ceux qui existent aujourd'hui pour

Questions orales

assurer la sécurité des Canadiens. C'est pour cette raison que nous sommes en train maintenant d'avoir des négociations avec les Américains.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT ENTEND PROPOSER UNE
POLITIQUE EN VUE D'EMPÊCHER LA BAISSSE DU DOLLAR
CANADIEN

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances, monsieur le Président. Je ne sais pas comment appeler ce que l'on vit présentement. Si ce n'est pas une guerre, je ne sais pas ce que c'est. Cette guerre des tarifs est tellement importante qu'elle a eu un impact très important sur la valeur du dollar canadien. Est-ce que le ministre des Finances entend proposer une politique quelconque pour empêcher cette baisse du dollar canadien qui fait suite à la guerre des tarifs douaniers que l'on connaît depuis quelques jours?

• (1425)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme l'a dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous ne sommes absolument pas d'accord avec ce qu'a dit le représentant, à savoir «qu'il y a une guerre commerciale». Il ne s'agit pas d'une guerre commerciale. Il y a un certain nombre d'affaires précises dont certaines sont déclenchées par des particuliers ou par des industries privées aux États-Unis, et qui n'ont rien à voir avec les décisions de l'administration. Le député a relié cette situation à la faiblesse actuelle du dollar. Je crois que je ne suis pas d'accord non plus là-dessus avec lui.

M. Garneau: C'est ce qui s'est passé hier.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE DROIT DE DOUANE IMPOSÉ PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES
BARDEAUX DE CÈDRE CANADIENS—LA RÉACTION DU
GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre doit savoir qu'à la suite de l'imposition de droits compensateurs sur les bardeaux, des centaines de Canadiens perdent chaque jour leur emploi dans l'Ouest du Canada, y compris dans la zone qui borde la propre circonscription du ministre. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire quelles mesures le gouvernement envisage de prendre pour essayer d'amener le gouvernement américain à revenir sur ces droits compensateurs?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, depuis cet événement imprévu il y a une dizaine de jours, le gouvernement canadien a réagi très énergiquement à la Chambre des communes en sachant très bien que dans une affaire comme celle-là l'un des aspects importants de la réponse du Canada était de montrer que nous ne laisserions pas passer une telle chose. Nous avons ensuite